

[Text]

but in the use of telephoto lenses that had pried into the embassy. They also disclosed the movement of police officers, snipers and SWAT teams around the location. Those of you who were involved in the 1986-87 hearings will remember the testimony of the Ottawa Police Force that the television pictures of the positioning of the snipers would have allowed the terrorists to pick them off like flies.

Also, the media coverage of the Turkish Embassy incident disclosed the position of hostages, in particular, the ambassador, who, as you will recall, had jumped out of a window, had broken his leg, and was being protected by an RCMP officer who was fairly close to the window. But the media had disclosed what his position was at that time, which could have endangered his life.

Moving now to the April 7 issue, in your folders you will see an excellent analysis of coverage that has been done by Wendy and Pierre. You will see that the same generic violations, to one degree or another, occurred during the April 7 incident. Rather than going through all of those tapes—and not picking on any one in particular—we would like to run a 5- to 10-minute excerpt from the CJOH coverage that was on the 6 o'clock news on April 7. Bear in mind that this was shown at the time that the terrorist incident was still ongoing, which illustrates some of the generic problems that were identified with respect to the Turkish Embassy incident in 1985. This film begins five minutes into the newscast.

Film shown.

The Chairman: Thank you, Mr. Gracey.

Honourable senators, we are pleased to have with us this evening Mr. Michael Shoemaker, whom senators met when he was wearing a different hat. He is now the Deputy Commissioner of Corporate Management of the Royal Canadian Mounted Police. Mr. Shoemaker has been with the RCMP since early 1988. I congratulate him; I was not aware of his move. It is an excellent one.

Before that, Mr. Shoemaker spent a number of years with the Public Service Commission of Canada, the Department of the Solicitor General, the Privy Council of Canada, the Department of Finance and the Department of External Affairs. He is a lawyer by profession, having received his degree from the University of Toronto.

Mr. Shoemaker is accompanied tonight by Chief Superintendent Bentham, seated to his left, and, seated to his right, Mr. Sandy Hunter, the force's special adviser on the media. Also present this evening is Mr. David Davidson, whom senators know, the Director General of Communications for the Department of the Solicitor General.

Together, they have asked to offer an update on media-police relations and, in particular, the performance of the media in the coverage of terrorist threats. We have asked the witnesses to explain the role of the Solicitor General in police and media communications during a terrorist incident, using the April 7 incident as an example. They will also discuss the process that is being followed to discuss media relations in gen-

[Traduction]

mais en utilisant des téléobjectifs qui leur permettaient de voir ce qui se passait à l'intérieur de l'ambassade. Ils ont également fait connaître les emplacements des policiers, des tireurs d'élite et des équipes tactiques d'action spéciale autour de la scène des événements. Ceux d'entre vous qui ont participé aux séances de 1986-1987, se souviennent que les forces de police d'Ottawa avaient affirmé que les terroristes auraient pu abattre les tireurs d'élite comme des mouches, étant donné que la télévision avait montré leur position.

D'autre part, les médias avaient également indiqué l'endroit où se trouvaient les otages de l'ambassade de Turquie, en particulier l'ambassadeur qui, vous vous en souvenez, s'était cassé la jambe en sautant par la fenêtre et était protégé par un membre de la GRC qui se trouvait à proximité. La vie de ce policier était menacée, étant donné que les médias avaient dévoilé sa position.

Passons maintenant aux événements du 7 avril dernier. Vous trouverez dans vos dossiers une excellente analyse effectuée par Wendy et Pierre. Vous vous apercevrez que les événements du 7 avril ont plus ou moins donné lieu aux mêmes infractions génériques. Au lieu de visionner toutes les bandes magnétiques des événements, nous allons vous présenter un extrait de 5 à 10 minutes du reportage de CJOH diffusé pendant le journal télévisé de 18 heures, le 7 avril. Souvenez-vous que ce reportage a été montré sur les ondes alors que la prise d'otages n'avait pas encore connu son dénouement, ce qui illustre certains des problèmes génériques identifiés lors de l'incident de l'ambassade de Turquie, en 1985. Ce reportage télévisé a été présenté cinq minutes après le début du journal.

Présentation du film.

Le président: Merci, monsieur Gracey.

Honorables sénateurs, nous avons le plaisir d'accueillir ce soir M. Michael Shoemaker, que vous avez eu l'occasion de rencontrer alors qu'il occupait un autre poste. Il est désormais sous-commissaire à la gestion intégrée de la Gendarmerie royale du Canada. M. Shoemaker fait partie de la GRC depuis le début de l'année 1988. Je le félicite de cette nouvelle et excellente affectation que je viens juste d'apprendre.

Auparavant, M. Shoemaker a œuvré pendant de nombreuses années à la Commission de la Fonction publique du Canada, au ministère du Solliciteur général, au Conseil privé du Canada, au ministère des Finances et au ministère des Affaires extérieures. Il est avocat de profession, diplômé de l'Université de Toronto.

M. Shoemaker est accompagné ce soir par le surintendant principal Bentham, assis à sa gauche, et de monsieur Sandy Hunter, le conseiller spécial de la GRC sur les médias, assis à sa droite. Nous accueillons ce soir également une personne que les sénateurs connaissent, M. David Davidson, directeur général des communications au ministère du Solliciteur général.

Ils ont demandé de présenter une mise à jour des relations entre les médias et la police et à parler plus particulièrement de l'intervention des médias lors de la couverture des menaces terroristes. Nous avons demandé aux témoins d'expliquer le rôle du Solliciteur général en matière de communication avec la police et les médias en cas d'événements terroristes, en se référant à ceux du 7 avril dernier. Ils évoqueront également le